

C.C.P.
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CARTE CARBURANT ET PRESTATIONS ASSOCIEES
POUR LE GHT PLAINE DE FRANCE

La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique (ci-après « le Code ») :

Appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;
&
Accord-cadre Mono-attributaire : articles –L.2125-1 et R.2162-2-2°- du Code ;
&
A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du code

Acheteur
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE
Direction des Achats
2, rue du Docteur Delafontaine
BP 279
93205 SAINT-DENIS CEDEX

SOMMAIRE

PREAMBULE :.....	3
CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 6. PRIX	5
ARTICLE 7. FACTURATION	5
ARTICLE 8. PAIEMENT.....	7
ARTICLE 9. PIECES FISCALES ET SOCIALES/ LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	7
ARTICLE 10. PENALITES	8
ARTICLE 11. REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE.....	9
ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	10
CLAUSES TECHNIQUES	11
ARTICLE 13. DEFINITION DU BESOIN	11
ARTICLE 14. CONTEXTE	11
ARTICLE 15. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	11
ARTICLE 16. MODALITES D'APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT ET EN ENERGIE	12
ARTICLE 17. GESTION DES CARTES ACCREDITIVES ET BADGES	12
ARTICLE 18. GESTION ET REPORTING	13
ARTICLE 19. LE SERVICE DES CARTES ET RELEVES DETAILLES	14
ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)	14

PREAMBULE :

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD) ;
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés.
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France, plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Point d'attention : Suite au changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr »).

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève de chaque établissement du GHT Plaine de France :

- Centre Hospitalier de Saint Denis
et
- Centre Hospitalier de Gonesse.

CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet la **fourniture de cartes accréditives pour le carburant**, prestations de **recharge électrique** et prestations associées ainsi que la fourniture de **badges de télépéage** pour le GHT Plaine de France.

ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

ARTICLE 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code ;

3.2 TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre au sens des articles – R.2162-1 à R.2162-2-2° - du Code.
L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec un minimum de 80 % des quantités estimatives et un maximum de 120 % des quantités estimatives en application de l'article R.2162-4 du Code.

Les quantités sont données à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle. Elles sont évaluées en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activité.

3.3 MODALITES D'EXECUTION

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, y compris si la date de la prise en charge indiquée sur le bon de commande est supérieure à la date de validité du marché.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins.

ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Pour le centre hospitalier de Saint-Denis et de Gonesse.

L'accord-cadre est conclu à **compter du 1 janvier 2026** ou à défaut à la date de notification, si cette date est postérieure au 1 janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois par période de 12 mois par tacite reconduction.
Soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2029.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le Centre hospitalier de Saint-Denis peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 3 mois. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le Titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 1 avril 2021 (Document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>) ;
- L'offre financière du Titulaire (le bordereau des prix unitaires)
- L'offre technique du Titulaire (mémoire technique)

Par dérogation aux articles 4.2.1 du CCAG FCS, seuls sont notifiés au Titulaire l'acte d'engagement de l'accord-cadre et le bordereau de prix unitaires.

ARTICLE 6. PRIX

6.1 NATURE DU PRIX

Le présent marché est traité à prix **unitaires** hors TVA et **révisables**.

Les prix unitaires sont basés sur :

- Le barème du Titulaire (moyenne des prix des carburants affichés dans les stations du fournisseur)

Où

- Les prix publics du titulaire affiché à la pompe au lieu et jour de chaque livraison si ces derniers sont plus avantageux.

A ce barème ou à ces prix publics, le titulaire applique le **rabais en € TTC/litre** qu'il a consenti dans son offre. Ce **rabais est ferme** pendant toute la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales (notamment la taxe intérieure sur les produits pétroliers ou TIPP) ou autres frappant obligatoirement les services, ainsi que les frais afférents à leur organisation et à leur exécution dans les conditions prévues au marché.

Les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application aux quantités réellement exécutées.

6.2 MODALITE DE REVISION DES PRIX

Barème et prix publics

Il s'agit d'un ajustement du prix du carburant à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des prix du barème ou des prix publics que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

Ce barème et ces prix moyens d'affichage seront transmis par écrit et sur support informatique dans les huit (8) jours de leur parution et précise la période d'application.

Les prix sont révisés par référence au barème ou aux prix public en vigueur au jour de l'approvisionnement.

ARTICLE 7. FACTURATION

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Les factures émises par ce biais ne peuvent être refusées par le Centre Hospitalier de Saint Denis et par le centre hospitalier de Gonesse.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Les factures sont adressées au centre Hospitalier de Saint Denis ou centre hospitalier de Gonesse ayant émis le(s) bon(s) de commande selon une périodicité définie par ce dernier.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Saint Denis :

SIRET : 26930101600011

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **ECO_RCM (si numéro d'engagement) ou ECO_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Pour l'accès à Chorus Pro Etablissement de Gonesse :

SIRET : 26950004700015

Le code service permet de distinguer les différents services liquidateurs du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Pour les Services Economiques le code est : **ECO_RCM (si numéro d'engagement) ou ECO_LSCP (pas de numéro d'engagement).**

Le numéro d'engagement mentionné sur l'ordre de service/bons de commandes.

Elles doivent être présentées par quinzaine - en trois exemplaires portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du Titulaire
- Numéro du compte bancaire ou postal tel que figurant dans l'acte d'engagement
- Référence du marché
- Date de prise de carburant
- Lieu de prise de carburant
- Nature du carburant
 - Type de carburant délivré ;
 - Identification de la station-service ;
 - Nombre de litres ;
 - Prix unitaires HT et TTC en fonction du type de carburant enlevé.
 - Total général détaillé (carburants, accessoires, prestations, péages autoroutes et parkings)
 - Le numéro de la carte carburant
- Rappel du rabais contractuel
- Montant total hors T.V.A
- Taux et montant de la T.V.A
- Montant total T.T.C

Le centre hospitalier de Saint-Denis et le centre hospitalier de Gonesse vérifient, et rectifient éventuellement, la demande de paiement A ce titre, la facture émise par la titulaire devra être suffisamment détaillée pour permettre d'exercer un contrôle.

En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire pour correction, elles sont accompagnées d'un courrier, expliquant les raisons du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

Le titulaire doit obligatoirement retourner au centre Hospitalier de Saint-Denis et au centre hospitalier de Gonesse, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

ARTICLE 8. PAIEMENT

8.1 MODE DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, par virement administratif au numéro de compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement.

NOTA : Aucun paiement ne peut être effectué sur un compte différent de celui précisé sur l'acte d'engagement. En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire doit en aviser les deux centres Hospitaliers et lui communiquer le numéro et l'intitulé du nouveau compte courant au profit duquel les règlements doivent être effectués. A défaut, la facture transmise sera rejetée.

L'unité monétaire est l'euro.

Le marché est financé sur les fonds propres de chaque hôpital (centre hospitalier de Saint-Denis ou centre hospitalier de Gonesse)

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture par :

- Le comptable assignataire du centre hospitalier de saint Denis
- Le comptable assignataire du centre hospitalier de saint Gonesse.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le décret relatif aux marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au centre hospitalier de Saint-Denis ou au centre hospitalier de Gonesse bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 :

- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,
- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.
- Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 9. PIECES FISCALES ET SOCIALES/ LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail sont transmises systématiquement tous les 6 mois pendant toute la durée du présent accord-cadre et ce, sans demande expresse du centre hospitalier de Saint Denis et du centre hospitalier de Gonesse.

En cas de non-présentation de ces documents, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure, confirmée par l'avis de réception. A défaut de transmission dans ce délai, le

centre hospitalier de Saint Denis et le centre hospitalier de Gonesse mettent en œuvre la résiliation du présent accord-cadre aux torts du Titulaire selon les dispositions de l'article 36 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2142-3 et R2142-4 et à l'article R2143-3 et R2143-4 du Code ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le présent accord-cadre est résilié aux torts du Titulaire, sans indemnités, selon les modalités du CCAG-FCS ;

Le Titulaire certifie avoir respecté les formalités définies à l'article L8221-3 du Code du Travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 10. PENALITES

En cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles, et sans préjudice des autres voies de recours dont dispose le pouvoir adjudicateur, des pénalités seront automatiquement appliquées selon les modalités ci-après.

Manquement constaté	Condition de déclenchement	Montant de la pénalité
Retard dans le remplacement d'une carte ou d'un badge défectueux	Dépassement du délai de 5 jours ouvrés	50 € HT par jour de retard et par carte/badge
Dysfonctionnement bloquant (carte/badge inutilisable sans solution de secours)	Non-résolu dans les 24h suivant le signalement	100 € HT par incident bloquant
Indisponibilité du point d'approvisionnement de secteur sans alternative	Pas de solution mise en place sous 48h	50 € HT par jour et par établissement concerné
Non-prise en compte d'une opposition signalée (perte/vol)	Non-traitée dans les 24h après signalement formalisé (mail)	100 € HT par jour de retard
Indisponibilité de l'outil de gestion (interface de suivi et paramétrage)	Au-delà de 72h consécutives d'indisponibilité	100 € HT par jour à partir du 4e jour

Plafond des pénalités :

Le montant total cumulé des pénalités est plafonné à 10 % du montant total annuel du marché. En cas de dépassement de ce plafond, ou de manquements graves et répétés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément au CCAG-FCS.

10.1 RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

10.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le Chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le centre hospitalier de Saint-Denis informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- En cas d'erreurs de facturation répétées
- En cas de manquements répétés au Mémoire technique du Titulaire.
- En cas de manquements répétés au CCP

10.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas d'inaccessibilité des points de livraisons du titulaire dans les départements du 93 et du 95, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le centre hospitalier de Saint-Denis se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers de son choix, aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectuera jusqu'à la notification d'un nouveau contrat ayant le même objet que le contrat résilié.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Ce montant (augmentation des dépenses) est payé par le Titulaire sur la base d'un titre de recette émis par le centre hospitalier de Saint-Denis ou le Centre Hospitalier de Gonesse ou, à défaut, est déduit d'une facture adressée par le Titulaire au le centre hospitalier de Saint-Denis ou au Centre Hospitalier de Gonesse.

La diminution des dépenses ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 11. REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

11.1 REGLEMENT A L'AMiable

Le centre hospitalier de Saint Denis ou le centre hospitalier de Gonesse, le titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre hospitalier de Saint Denis ou le centre hospitalier de Gonesse doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint Denis ou au centre hospitalier de Gonesse dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre hospitalier de Saint Denis ou le centre hospitalier de Gonesse dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

11.2 TRIBUNAL COMPETENT

A défaut de règlement amiable, relatif à **la procédure et à l'exécution** de l'accord-cadre **au Centre hospitalier de Saint-Denis**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative le tribunal administratif de Montreuil (93) sera seul compétent à statuer sur les litiges relatifs l'exécution à l'accord-cadre, conformément à la législation en vigueur.

TA de Montreuil,
7 Rue Catherine Puig
93100 MONTREUIL

Téléphone : 01 49 20 20 00

Télécopie : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

A défaut de règlement amiable, relatif à **l'exécution** de l'accord-cadre **au Centre hospitalier de Gonesse**, conformément au second alinéa de l'article R312-11 du Code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP 322 95027 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00
Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP et CCTP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le centre hospitalier de Saint-Denis ou le centre hospitalier de Gonesse de prendre une décision spécifique en ce sens.

CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 13. DEFINITION DU BESOIN

Le présent marché a pour objet la fourniture de **carburants** (diesel, sans plomb 95, sans plomb 98, sans plomb 95-E10) ainsi que l'**accès à des services de recharge électrique** pour les véhicules et engins du GHT Plaine de France, via un **système de cartes accréditives**.

Le marché comprend également les **prestations associées suivantes**, accessibles via les cartes accréditives ou via des dispositifs complémentaires fournis par le titulaire :

- **Stationnement** dans les parkings affiliés au réseau du titulaire ;
- **Lavage de véhicules**, avec possibilité de paramétrage de la fréquence d'utilisation ;
- **Achat de lubrifiants et de produits d'entretien** liés à l'usage courant des véhicules ;
- **Fourniture de badges de télépéage**, sur demande expresse du GHT ;
- **Interface de gestion centralisée**, permettant le suivi des consommations, l'édition de rapports et le paramétrage individualisé des cartes (plafonds, créneaux horaires, types de produits autorisés, etc.).

L'objectif du GHT est de disposer d'une solution globale, **souple, sécurisée et traçable**, permettant :

- D'assurer la **continuité d'approvisionnement** pour tous les établissements du GHT,
- De garantir un **suivi précis des consommations** par véhicule, conducteur ou service,
- De **limiter les abus et de maîtriser les coûts**, grâce à des fonctionnalités de contrôle, de blocage et d'alerte.

Le titulaire devra proposer un **réseau de stations suffisamment dense** pour couvrir efficacement le territoire du GHT, incluant des stations accessibles aux véhicules légers comme aux véhicules de grande capacité (type SMUR, camions 20 m³).

ARTICLE 14. CONTEXTE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Plaine de France dispose d'un parc automobile composé d'environ **96 véhicules thermiques** utilisant majoritairement des carburants **diesel, sans plomb 95, sans plomb 98 et sans plomb 95-E10**, ainsi que de **23 véhicules électriques**.

La consommation annuelle moyenne en carburant a été estimée à **environ 52 320 litres**.

À noter : cette estimation est communiquée à titre purement indicatif et **ne constitue en aucun cas un engagement contractuel de volume**.

Cette diversité du parc nécessite une solution souple, adaptée aux différents types de motorisation, et garantissant une continuité de service sur l'ensemble du territoire desservi par les établissements du GHT.

ARTICLE 15. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Le titulaire devra proposer des carburants standards et alternatifs (bioéthanol, GPL, GNV...) ainsi qu'un **accès aux bornes de recharge électrique**.

Le titulaire indiquera également les carburants alternatifs disponibles (bioéthanol, GPL, etc.) ainsi que la répartition des stations proposant des solutions de recharge électrique ou carburants moins émissifs, dans une logique de réduction de l'empreinte carbone. Ces éléments seront valorisés dans l'analyse environnementale de l'offre.

L'approvisionnement devra s'effectuer au moyen d'un système de cartes monétiques assorties de **codes confidentiels personnalisés et personnalisables**.

Cet approvisionnement pourra s'effectuer soit dans un point de vente appartenant directement au prestataire, soit dans un point de vente d'un distributeur membre du réseau du prestataire.

Les carburants destinés au GHT Plaine de France devront présenter les caractéristiques correspondant aux spécifications administratives et douanières définies par les textes en vigueur au moment de la livraison et, notamment, les normes européennes applicables.

Le titulaire reste responsable de la qualité du carburant.

ARTICLE 16. MODALITES D'APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT ET EN ENERGIE

Les carburants (diesel, sans plomb 95/98, E10) ainsi que les recharges électriques pour véhicules et engins du GHT Plaine de France seront mis à disposition via des **cartes accréditives avec un code confidentiel** utilisables **directement aux pompes** des stations-service exploitées par le titulaire ou ses partenaires. Ces produits devront être **accessibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7**, y compris les jours fériés

Le dispositif proposé devra garantir :

- **Un maillage territorial adapté**, avec **au moins une station-service située dans un rayon maximal de 3 km** de chacun des centres hospitaliers membres du GHT ;
- **Une accessibilité sans restriction** pour des véhicules de type **camions 20 m³** et **véhicules sanitaires légers type SMUR**, notamment en termes de hauteur sous plafond, largeur d'allée ou gabarit des accès.

En cas d'indisponibilité temporaire ou durable de la station-service la plus proche, **le titulaire perdra de plein droit et sans indemnité aucune tout bénéfice d'exclusivité** sur l'approvisionnement, et ce **pendant toute la durée de l'interruption**, afin de permettre au GHT de se fournir auprès d'un tiers dans l'intérêt du service.

Remarque : le titulaire devra veiller à assurer une continuité de service via un réseau suffisamment large pour limiter les situations de rupture.

ARTICLE 17. GESTION DES CARTES ACCREDITIVES ET BADGES

Le titulaire devra fournir, pour les besoins du GHT Plaine de France :

- **Une carte accréditive par véhicule**, permettant l'approvisionnement en carburant ou en énergie,
- **Un badge de télépéage** pour les véhicules concernés, **sur demande expresse du GHT**.

À titre dérogatoire, certaines cartes pourront être **attribuées à un conducteur** (plutôt qu'à un véhicule) pour des **véhicules mutualisés ou d'intervention**, sous réserve d'une **validation préalable de la Direction** du GHT.

Les cartes et badges, établis et délivrés par le titulaire, devront permettre une **gestion rigoureuse et traçable des consommations**, tant en carburant qu'en électricité. Le système proposé devra ainsi allier :

- **Souplesse d'utilisation** sur le terrain,
- Et **outils de contrôle précis** pour assurer le suivi des dépenses par véhicule, conducteur, site ou type d'énergie.

Chaque carte devra, par principe :

- Être **affectée à un seul véhicule**,
- Correspondre à **un seul type de carburant** (diesel, sans plomb, etc.), afin d'éviter les erreurs de ravitaillement.

Gestion des dysfonctionnements :

- **Les cartes ou badges défectueux** devront être **remplacés sans frais** par le titulaire **dans un délai de 5 jours ouvrés** à compter de la notification par le GHT.
- En cas d'urgence, le titulaire pourra expédier les cartes directement à l'établissement concerné.

Perte ou vol :

- En cas de **perte ou vol**, le titulaire devra être en mesure de **prendre en compte l'opposition immédiatement**, dès réception de la déclaration formalisée par téléphone, puis confirmée par mail ou via **l'outil de gestion dédié**.
- À compter de ce signalement, **la responsabilité du GHT Plaine de France est déagée**. Le titulaire assumera l'entière responsabilité de toute utilisation frauduleuse ultérieure.

Cas d'impossibilité technique :

En cas d'**indisponibilité technique avérée** du système de cartes accréditives (panne, cyberattaque, rupture de réseau...), le GHT se réserve la possibilité de recourir à **une solution de secours temporaire**, sans que cela n'entraîne ni pénalité, ni résiliation du marché.

ARTICLE 18. GESTION ET REPORTING

Le suivi des consommations devra pouvoir être effectuée via une plateforme internet pour chaque site.

Le GHT Plaine de France devra avoir la possibilité de créer des codes conducteurs, de pouvoir faire une extraction de l'ensemble des cartes du parc pour chaque site.

Le titulaire mettra à disposition du GHT Plaine de France une interface de gestion en ligne permettant un accès personnalisé et sécurisé à l'ensemble des informations relatives à l'utilisation des cartes carburant et prestations associées.

Chaque établissement du GHT devra pouvoir accéder à un espace dédié permettant notamment :

- La consultation en temps réel des consommations par carte, par véhicule ou par agent,
- L'édition et l'export de rapports de consommation (par période, type de carburant, station, etc.),
- Le suivi des transactions liées aux péages, lavages ou autres prestations autorisées,
- Le paramétrage autonome des cartes (plafonds, plages horaires, types d'achat autorisés...),
- La gestion des demandes de création, modification, opposition et renouvellement de cartes ou badges,
- Le téléchargement des factures par période ou par type de prestation.

Le GHT Plaine de France désignera un ou plusieurs référents habilités à effectuer ces opérations de gestion via la plateforme du titulaire. Toute opération effectuée devra faire l'objet d'un **accusé de réception électronique**.

Le titulaire devra transmettre un **reporting synthétique trimestriel** à chaque établissement du GHT, incluant notamment :

- Le volume total de carburants consommés par établissement, type de carburant et type de véhicule,
- Le nombre de cartes actives, bloquées, perdues ou renouvelées,
- Le nombre de transactions par prestation (carburant, recharge, péage, lavage...),
- Le niveau de couverture du réseau par rapport aux sites GHT (taux de stations accessibles dans un rayon de 3 km),
- Le suivi des indicateurs de performance suivants :
 - Taux de disponibilité du réseau de distribution (> 95 % attendu),
 - Délai moyen de remplacement des cartes ou badges,
 - Taux de dysfonctionnement des cartes,
 - Nombre de réclamations ou d'oppositions traitées.

Le titulaire s'engage à conserver l'ensemble des données accessibles pendant toute la durée du marché et **au minimum 12 mois après sa fin**, dans des conditions conformes au RGPD.

En cas d'incident majeur (perte d'accès, piratage, rupture de réseau), le titulaire devra mettre en place **un dispositif de continuité d'activité** ou proposer une solution de secours provisoire sans frais supplémentaire.

ARTICLE 19. LE SERVICE DES CARTES ET RELEVES DETAILLES

Les cartes accréditives devront permettre à minima :

- De se fournir en carburant dans les lieux de distribution définis par le titulaire au sein du mémoire technique.
- Les parkings.
- Le lavage et limiter ce dernier sur des périodes de semaine ou quinzaine.
- L'achat de lubrifiants.
- Être paramétrables.
- Le blocage des cartes le week-end et jour fériés.
- Blocage des cartes en quantités de carburant par jour.
- Déblocage ou blocage des cartes.
- Autres prestations complémentaires (Le candidat décrira dans son offre toutes les prestations associées disponibles et leurs modalités d'accès via la carte).

ARTICLE 20. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)

Le titulaire s'engage à respecter les obligations qui lui incombent en application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux données traitées (données de consommation, immatriculations, identités des utilisateurs, etc.).

Il assure notamment la confidentialité, l'intégrité, la traçabilité et la réversibilité des données, et prévoit un plan de gestion des violations de données.